

# Si on revenait vraiment au capitalisme...

Paul Fabra est tout à fait d'accord avec le programme de Pascal Salin – revenir au vrai capitalisme – mais il estime qu'il faut pousser plus loin la critique.

## REVENIR AU CAPITALISME

### Pour éviter les crises

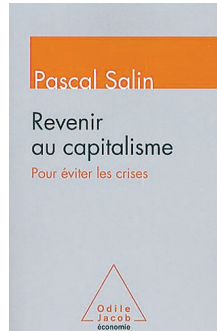
par Pascal Salin

Odile Jacob, 256 pages, 24 euros.

Pascal Salin est animé par une très belle conviction. Et cette conviction s'appuie sur une idée juste, la seule qui mériterait considération aux yeux de nos gouvernants si leur politique était, non pas de sauver le système en renflouant les banques et les grosses entreprises en faillite, mais de remettre debout l'économie qui marche sur la tête.

Ce n'est ni en créant ex nihilo des liquidités et en abaissant les taux d'intérêt, ni en augmentant les dépenses publiques et en creusant le déficit budgétaire qu'on réamorçe la pompe. Le moteur de l'activité économique n'est pas la consommation, il s'appelle l'épargne (ce qui suppose qu'elle ne soit pas absorbée par les émissions du Trésor). Il n'est pas non plus l'endettement (fût-il déguisé en emprunt pour la modernisation) mais le capital nouveau – les fonds propres – lequel, ne peut provenir, directement ou indirectement, que d'une source unique : l'épargne des ménages. Bref, le capitalisme sans capital, ne marche pas (1).

Cependant, il ne suffit pas d'affirmer haut et fort, ce que se contente en réalité de faire Salin, que la voie du salut, ce serait une



l'actionnaire un pouvoir de décision, logique à laquelle Salin, et il a mille fois raison, s'emploie à donner son maximum de résonance.

### Le capitalisme familial

Mais dans les économies capitalistes d'aujourd'hui, le cordon ombilical reliant l'entreprise à sa mère nourricière, l'épargne individualisée, n'existe pour ainsi dire pas si ce n'est dans le cadre de capitalisme familial. De cette absence de lien, Salin ne parle pas. La consternante réalité est pourtant bien la suivante : le candidat investisseur n'a aucun mal à se trouver pratiquement en prise directe avec le grand émetteur qu'est l'Etat. Il lui suffit de souscrire à un contrat

d'épargne abondante fournissant le carburant aux PME, soit sous la forme de fonds placés en capital, soit par l'entremise d'une banque ou de tout autre intermédiaire. La première solution est conforme à la logique de la propriété conférant à

d'assurance-vie dans la version dite « en euros » (entièrement placée en titres de la dette publique). Mais vient-il à songer, ce qui devrait être par excellence son rôle d'épargnant, à participer directement en tant qu'actionnaire au capital d'une PME, il ne saura littéralement pas à qui s'adresser. On vient d'en faire la triste expérience avec la prétendue faculté donnée aux assujettis à l'ISF d'échapper partiellement à l'impôt en investissant dans le capital-risque en faveur des PME. Une multitude d'officines se présentent à lui à travers des contrats plus opaques les uns que les autres. Trait commun : donner pendant plusieurs années au gestionnaire l'entière disposition des fonds.

Dans l'économie financiarisée, où Salin voit un progrès, le facteur acharné à évincer un capitalisme franc de propriétaires facilement identifiables n'est autre que la panoplie foisonnante des techniques du tout-marché.

PAUL FABRA

*(1) Les éditions Eyrolles-« Les Echos » viennent de publier un recueil de chroniques de Paul Fabra dans « Les Echos », précédées d'un long prologue et intitulées « Le Capitalisme sans capital ».*

➤ Retrouvez la version intégrale de ce texte sur [www.lesechos.fr/lecercle](http://www.lesechos.fr/lecercle)